



Le [date]

Objet : Le Canada doit mettre fin immédiatement au contrat d'armement avec l'Arabie Saoudite

Honorable Chrystia Freeland,

Le 26 mars marque le quatrième anniversaire du conflit au Yémen. Comme vous le savez, la crise humanitaire d'origine humaine au Yémen a des conséquences absolument ravageuses. On estime que 80 % de la population a besoin de protection et d'aide humanitaire.

Les femmes et les filles sont les principales victimes de cette crise, qui a entraîné une augmentation :

- des incidents de violence fondée sur le sexe,
- de l'inégalité d'accès aux services,
- du degré de malnutrition, devenu critique et qui compromet la santé des femmes enceintes et des bébés.

L'aide humanitaire du Canada au Yémen sauve des vies, mais ne peut à elle seule suffire à mettre fin aux souffrances de millions de civils. Alors que la guerre se poursuit de plus belle, le nombre de victimes parmi les civils ne cesse d'augmenter et les mines terrestres ainsi que les barrages militaires compromettent l'apport efficace d'aide humanitaire.

Toutes les parties qui s'opposent dans le conflit, y compris la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont violé les dispositions du droit humanitaire international. Aucun pays ne doit directement ou indirectement fournir d'armes, de munitions, de technologies ou de matériel militaire pouvant servir dans le conflit.

Je m'inquiète de l'éventuelle complicité du Canada, par l'entremise de son **contrat d'armement** avec l'Arabie saoudite, à la souffrance inutile et inexcusable de femmes, d'hommes et d'enfants yéménites innocents.

Aujourd'hui, j'utilise ma voix pour demander au Canada de se joindre à des pays comme le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Suisse, la Grèce et l'Autriche, qui ont soit suspendu, soit cessé le transfert d'armes au Royaume d'Arabie saoudite.

L'approche féministe du Canada en matière d'aide internationale et de politique étrangère recèle un potentiel immense. Or, il est incohérent de cibler les femmes par l'aide humanitaire, tout en alimentant une guerre qui leur fait du tort.

Nous savons que le gouvernement évalue la manière dont il pourrait mettre fin à son contrat avec l'Arabie saoudite. Je souhaite que vous sachiez que les Québécoises et Québécois s'en préoccupent et qu'ils soutiendront une décision qui ira en ce sens.

Veuillez recevoir, Honorable Chrystia Freeland, mes salutations les plus sincères.

[vos nom et prénom]

[votre adresse de courriel]